

Développement rural

Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale



Les objectifs concernés, parmi les huit OMD, sont indiqués en couleur.

En 2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux inédits depuis 1973, en raison des mauvaises récoltes dues à des conditions climatiques défavorables et de l'afflux de capitaux spéculatifs dans le secteur des produits de base, notamment les céréales pour les biocarburants dont la demande est plus forte. Malgré une baisse importante, les prix restent encore élevés. En décembre 2010, les prix des denrées alimentaires ont de nouveau décollé suite aux restrictions sur les exportations justifiées par de mauvaises

récoltes dans les principaux pays exportateurs de produits agricoles. Il est à craindre que ces hausses aient de fortes répercussions sur les pays en développement, et plus particulièrement sur les populations pauvres, dans la mesure où bon nombre de ces pays dépendent des importations pour leur alimentation.

Afin de contribuer au premier objectif du Millénaire pour le développement : « éliminer l'extrême pauvreté et la faim », la JICA déploie une coopération variée pour répondre aux problèmes du développement rural et agricole. En outre, la JICA soutient la pêche dans les villages agricoles et de pêche. En effet, leurs populations sont parmi les plus pauvres et elles sont le premier maillon de la chaîne alimentaire dans les pays en développement.

Développement agricole et rural

Situation générale

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué ces dernières années, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, des restrictions sur les exportations des produits agricoles dues aux mauvaises récoltes, du changement climatique, de l'explosion des prix des denrées alimentaires et du pétrole, de la demande croissante de biocarburants, de la compétition mondiale sur les terres cultivables et de la réhabilitation post-conflit. Dans de nombreux pays en développement, où la population est majoritairement agricole et pauvre, ces changements risquent d'avoir un impact fort.

Approvisionnement alimentaire stable

Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la part de la population souffrant de malnutrition dans les pays en développement s'est accrue depuis 2008 pour atteindre 17 %, soit un milliard d'individus sous-alimentés en 2009.

En 2010, ils étaient 925 millions et, malgré cette décade, leur nombre est encore trop élevé pour envisager de rester inactif. Par conséquent, la première cible de l'objectif 1 des OMD, qui vise à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015, risque d'être bien difficile à atteindre.

L'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires (sécurité alimentaire) est une condition essentielle à la stabilité socioéconomique et par conséquent un problème politique d'envergure. Or, pour diverses raisons – manque de compétences administratives pour planifier et exécuter les plans nécessaires, inadéquation des infrastructures agricoles et médiocrité des techniques culturales –, ces pays sont très démunis face aux aléas climatiques et la sécurité alimentaire des habitants est fréquemment menacée.

Cette situation est non seulement néfaste pour la santé de la population, mais l'importation de denrées alimentaires, associée à une intensification de la pauvreté rurale, incitent les agriculteurs à abandonner leur activité pour migrer vers les villes. Cela contribue à accroître la pauvreté dans les zones urbaines, et l'instabilité sociale et économique à l'échelle du pays.

Réduction de la pauvreté rurale

Selon un rapport de la Banque mondiale datant d'octobre 2010, en dépit de l'impact négatif de la crise financière de 2008, la proportion de pauvres dans la population devrait passer de 1,8 milliard d'individus, en 1990, à 920 millions d'ici 2015. Malgré cette tendance à la baisse, il existe d'importantes disparités entre les taux de réduction de la pauvreté des différentes régions. En Afrique subsaharienne, en particulier, la pauvreté s'accroît. Dans les pays en développement, près des trois quarts des pauvres vivent en zone rurale et l'agriculture représente une source d'alimentation et de revenu mais aussi un accès à l'autonomie financière. De plus, dans des régions telles que l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où les principales céréales ont atteint un niveau d'autosuffisance stable et où la classe moyenne urbaine est en pleine expansion, la diversification des modes de consommation alimentaire créent des opportunités de développement rural et agricole.

Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, les efforts de la JICA visent à garantir l'approvisionnement alimentaire stable des populations rurales et urbaines, à réduire la pauvreté dans les communautés rurales et par ce biais à stimuler la croissance économique au niveau national et régional. Toutes ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation de l'OMD 1. La réduction de la pauvreté par le développement rural repose sur un approvisionnement alimentaire stable associé à une production agricole durable qui constitue une condition essentielle à la sécurité alimentaire.

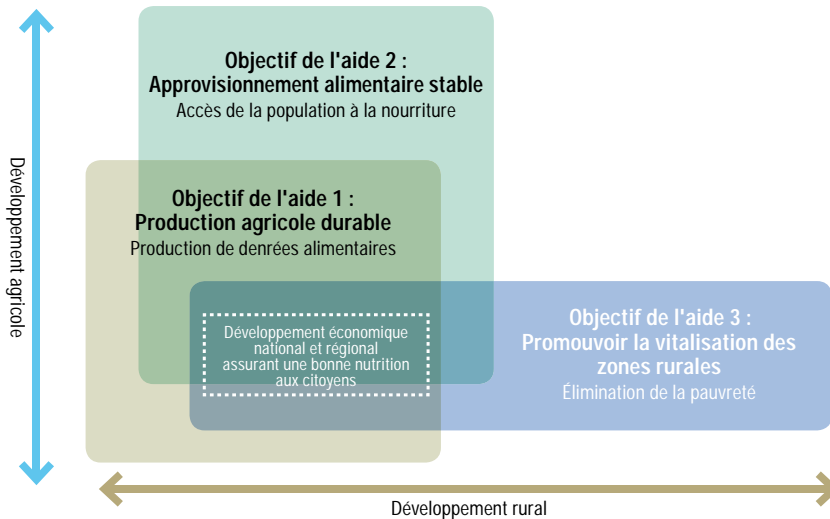
Dans ce contexte, la JICA a défini trois objectifs spécifiques de coopération : 1) une production agricole durable, 2) un approvisionnement alimentaire stable, et 3) la revitalisation des zones rurales.

1. Production agricole durable

Dans les pays en développement, la mise en place de systèmes de production agricole durable est indispensable pour assurer l'approvisionnement alimentaire stable de la population, en atténuant les pénuries alimentaires dans les zones rurales tout en assurant l'accès des consommateurs urbains aux denrées alimentaires.

Dans sa démarche de production agricole stable, la JICA

Objectifs, philosophie et finalité des programmes d'aide au développement agricole et rural



examine en premier lieu le fonctionnement du secteur agricole dans l'ensemble du pays, puis en analyse les différents aspects et élabore des politiques agricoles adaptées aux besoins. L'aide de la JICA s'appuie sur ces politiques, pour développer la production agricole, accroître la productivité et diversifier la gestion agricole, dans l'objectif d'améliorer les moyens de subsistance de la population. Il s'agit notamment de mettre en place, d'entretenir et de gérer des éléments essentiels pour la production agricole, tels que les systèmes d'irrigation, le renforcement de la recherche et du développement technique, l'accélération de la diffusion des techniques agricoles, l'utilisation accrue d'équipements agricoles, l'amélioration de la gestion des exploitations et de la commercialisation des produits. La JICA entend ainsi contribuer à la sécurité alimentaire des populations et à la croissance économique des pays en développement [→ voir les études de cas, pages 113 et 127].

L'Afrique est le continent affichant la plus forte proportion de population souffrant de malnutrition (29 % des Africains, chiffres de 2008). C'est donc celui où les efforts destinés à accroître la production alimentaire sont les plus nécessaires. Les Africains

consomment de plus en plus de riz, et le potentiel d'accroissement de la production rizicole est considérable. Cette denrée apparaît donc comme l'une des solutions au problème de l'insécurité alimentaire sur ce continent. En collaboration avec d'autres donateurs, la JICA a lancé en mai 2008 une initiative baptisée « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » (CARD), qui vise à doubler la production de riz (soit 14 millions de tonnes supplémentaires) sur ce continent en l'espace d'une décennie. Pour avancer vers cet objectif, la JICA appuie l'élaboration d'une stratégie nationale de développement rizicole dans les 23 pays membres de la CARD, parallèlement à d'autres efforts destinés à accroître la production de riz et conformes à cette stratégie [→ voir les études de cas, pages 61 et 112].

2. Approvisionnement alimentaire stable

L'approvisionnement alimentaire a été récemment confronté à de nouvelles menaces, dans un contexte marqué par un enchevêtrement de facteurs à court terme, tels que les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la hausse spéculative qui les accompagne ; et de facteurs à long terme, tels que la forte croissance démographique dans les pays émergents, l'évolution de la structure de la demande, les restrictions d'accès aux ressources de production, comme l'eau et la terre, la vulnérabilité au changement climatique et enfin la concurrence entre la demande alimentaire et les besoins en biocarburants. Faire face à cette situation nécessite avant tout d'identifier la source de chaque problème pour apporter des réponses adaptées à chaque cause et aux circonstances spécifiques à chaque région. Dans cette optique la JICA s'attache à 1) apporter une aide à court terme par la fourniture de nourriture, de matériel et d'équipements agricoles, 2) apporter une aide à moyen et long terme par le développement et la diffusion de systèmes et de technologies d'irrigation, 3) améliorer la distribution par le développement



Dans le cadre de l'étude du schéma directeur sur le développement de la commercialisation des produits agricoles pour les petits agriculteurs en Haute-Égypte, des efforts sont entrepris pour développer des techniques de culture et de transformation visant à améliorer les revenus, par l'expédition de produits agricoles entre les saisons. De nombreuses femmes participent et jouent un rôle important dans les formations sur les techniques culturales, que ce soit pour les exercices pratiques ou lors des cours théoriques.

de la chaîne de valeur*, 4) développer une énergie de la biomasse qui ne soit pas en compétition avec la production alimentaire, et 5) renforcer les systèmes de stockage et de statistique agricole.

Dans la savane tropicale du Mozambique, qui dispose d'un immense potentiel de développement de sa production agricole, la JICA déploie une coopération triangulaire avec le Brésil, devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles grâce à la transformation de ses plaines de savanes, connues sous le nom de « cerrados », en une zone agricole fertile. Cette coopération vise à atténuer la pauvreté des petits agriculteurs et à réduire les problèmes d'alimentation au niveau national. Des efforts sont également déployés pour contribuer à la sécurité alimentaire internationale en soutenant les moyennes et grandes exploitations agricoles afin de développer les exportations vers les marchés internationaux.

3. Revitalisation des zones rurales

Le développement rural vise à augmenter la production agricole pour sécuriser l'approvisionnement alimentaire au niveau local et national, et à favoriser le développement économique des communautés rurales en vue de les renforcer et d'améliorer les conditions d'existence de leurs membres. De ce fait, il s'agit non seulement d'améliorer la productivité mais aussi la gestion agricole, en termes de distribution et de commercialisation des produits, et d'apporter un soutien en dehors du secteur agricole, englobant le renforcement des fonctions administratives locales, l'amélioration des services sanitaires et éducatifs, le développement des infrastructures rurales telles que les routes communautaires, et l'amélioration de l'accès à l'eau potable salubre.

Pour favoriser le développement rural, la JICA aide les institutions

administratives locales à élaborer des plans de développement en concertation avec les résidents ruraux. L'Agence soutient également la mise en place de systèmes d'exécution permettant à la communauté d'accroître ses revenus, d'améliorer ses moyens d'existence et de renforcer la distribution et la vente des produits agricoles.

Aux Philippines, la JICA apporte son aide aux agriculteurs qui ont acquis des terres dans le cadre de la réforme agraire. Depuis plus de 10 ans, l'Agence octroie des prêts aux résidents des « communautés de réforme agraire » (ARC), pour soutenir le développement intégré des infrastructures (routes d'accès aux installations d'irrigation, installations de traitement des produits récoltés, et marchés), et améliorer la productivité agricole comme le revenu des agriculteurs en renforçant les coopératives agricoles et les associations d'irrigation. Par ailleurs, en Égypte, la JICA déploie une aide visant à augmenter la valeur ajoutée des produits et variétés agricoles par le contrôle de la qualité et du traitement après l'exécution, l'expédition et la récolte, en se basant sur la diffusion d'information sur les marchés et l'état de la demande auprès des petits agriculteurs de Haute-Égypte. De plus, la JICA travaille sur l'élaboration de plans d'action (schémas directeurs) afin de promouvoir le développement des communautés rurales.

*C'est-à-dire la chaîne permettant aux individus, qui en sont acteurs, de tirer une valeur optimale d'un produit à chaque étape du processus : production, traitement, distribution, consommation, traitement des déchets. (Kaplinsky, R. (1999). Journal of Development Studies 37 (2): 117-146 Kaplinsky, R. and M. Morris (2001). A Handbook for Value Chain Research, Institute of Development Studies, (Université du Sussex).

Étude de cas Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

Vers l'élaboration de plans nationaux pour la riziculture et le renforcement des partenariats

À travers l'initiative CARD, qui vise à stimuler la production de riz en Afrique subsaharienne, la JICA travaille avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et d'autres institutions pour soutenir l'élaboration de stratégies nationales de développement de la riziculture (SNDR) dans 23 pays de la région et pour renforcer les partenariats entre les donateurs.

De nouvelles formes de collaboration

Deux experts de la JICA ont été envoyés au Secrétariat de la CARD, situé au siège de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), à Nairobi. La JICA soutient les activités du Secrétariat, qui comprennent l'évaluation de la situation sur le développement du riz et l'élaboration de stratégies de développement systématique, ainsi que le renforcement de la participation de tous les acteurs concernés. Simultanément, la JICA mène des projets liés au développement des infrastructures agricoles (développement des exploitations et des systèmes d'irrigation, renforcement des capacités

des techniciens pour l'irrigation, etc.), à la diffusion des techniques de riziculture et au renforcement des capacités de gestion post-récolte ainsi qu'à la commercialisation. De plus, la JICA promeut de nouveaux engagements, notamment un programme de partenariat avec le Vietnam au Mozambique et un programme de formation pour les chercheurs africains en collaboration avec l'IRRI.

Actuellement, l'initiative CARD suscite un effet de synergie dans chaque pays et met à disposition un forum pour discuter des problèmes communs autour des trois sujets suivants : 1) soutien à la création de plans d'investissement agricole dans chaque pays (programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique*) et de stratégies nationales de développement de la riziculture (SNDR),

2) promotion des investissements du secteur privé pour le développement du riz, et 3) renforcement de la participation de pays et organisations donateurs d'horizons divers et notamment d'Asie.

La quatrième assemblée générale de la CARD doit se tenir en Ouganda en novembre 2011 et les discussions porteront sur les résultats obtenus depuis que l'initiative a été lancée, il y a trois ans.



La troisième assemblée générale de la CARD s'est tenue à Arusha, en Tanzanie, en mai 2010.

* Le programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) stipule qu'au moins 10 % du budget national doit être alloué au secteur agricole.

Multiplier la production laitière au niveau communautaire par 2,5 en adoptant de meilleures techniques

En 2000, la JICA a commencé à apporter une aide pour l'élevage de vaches laitières mieux adaptées au climat vietnamien en utilisant une technique d'insémination artificielle (IA) sur les bovins. Afin d'associer cette aide à une augmentation de la production laitière dans les exploitations agricoles, en 2006, la JICA a initié un projet d'amélioration des techniques des petites et moyennes fermes laitières au nord du Vietnam. Dans les fermes modèles, le projet a réussi à augmenter la production laitière par vache de 30 à presque 50 %, tandis que la production laitière de la région cible a presque été multipliée par 2,5. Le projet a permis une progression significative de la production laitière dans ces régions notamment.

La clé pour l'amélioration de la vie rurale et la diversification de la gestion agricole

L'agriculture est un secteur important au Vietnam, elle représente environ 22 % du PIB et absorbe 58 % de la main-d'œuvre. Cependant, la culture du riz, centrale pour le secteur, souffre d'une faible productivité du travail et il est difficile pour les exploitants d'améliorer leurs revenus uniquement avec cette culture.

Par ailleurs, à un moment où la consommation de produits laitiers, qui représentent une source de protéines à forte valeur nutritive, continue de croître au niveau national, le Vietnam doit importer près de 80 % de son lait. Dans le cadre de sa stratégie pour atteindre l'autosuffisance en lait au niveau national tout en diversifiant et stabilisant la gestion agricole, le gouvernement vietnamien encourage la création de laiteries aptes à fournir des revenus relativement élevés et stables, et la JICA soutient ces efforts.

Utiliser des mécanismes de diffusion multiple

Dans le cadre de ce projet, des efforts ont été accomplis pour renforcer les fonctions du Centre de

formation et de développement des technologies laitières (STED) qui a été créé pour diffuser les technologies laitières au nord du Vietnam. À cette fin, le STED assure le développement de matériel pédagogique, la formation des formateurs nationaux (FN) et l'amélioration de la formation des instructeurs techniques locaux en production laitière (IL).

Dans un premier temps, la formation s'est surtout adressée aux FN tandis que la deuxième partie du projet se concentrait sur le transfert de technologies au niveau local et le soutien aux activités de vulgarisation des IL. Les experts japonais ont transféré les technologies aux FN, suivis des IL et enfin aux petits et moyens exploitants. Grâce aux mesures incitatives locales et aux initiatives d'experts japonais et de FN, notamment l'organisation de séminaires combinée à la démonstration de techniques de production laitière dans les fermes modèles des zones cibles, la JICA a permis d'accélérer le transfert de technologies aux exploitations voisines et, par effets d'entraînement, aux fermes des environs.

À la fin du projet, en avril 2011, 147 sessions de formation et démonstrations techniques avaient été organisées et 4 885 personnes avaient bénéficié de ces efforts de transfert technologique.

Un modèle pour les projets similaires

Afin de promouvoir la mise en pratique effective des techniques enseignées, les exploitations des zones cibles sont régulièrement soumises à des évaluations, en principe trimestrielles, pour vérifier dans quelle mesure les méthodes d'alimentation et de traite des vaches laitières étaient appliquées. Un « formulaire d'évaluation technique », fonctionnant avec un système de points, a par la suite été introduit pour mesurer les progrès accomplis. Après une année de suivi, des améliorations ont été constatées dans 80 à 95 % des fermes, selon les compétences mesurées, fournissant ainsi une preuve tangible de l'efficacité du projet.

Ce projet apporte une contribution importante à la formation des techniciens du gouvernement central et

des administrations locales, au développement de méthodes de diffusion efficaces et à la stimulation de la production laitière. Par conséquent, il devrait constituer un modèle pour les projets similaires à l'avenir.

Vu par notre expert

Satoshi Saito

Conseiller principal

Le résultat le plus notable de ce projet a été de mettre en place un système de diffusion des technologies et de développement des ressources humaines. Grâce à la plateforme créée lors du précédent projet, et aussi parce que nous avions clairement défini notre objectif d'améliorer la diffusion des technologies et de dynamiser la production laitière, l'ensemble des acteurs du projet ont pu unir leurs efforts pour atteindre un même objectif avec des moyens financiers et humains limités et peu de temps. Ce fut cette capacité à dépasser les limites du cadre existant et à chercher des moyens plus flexibles et de meilleures méthodes qui ont permis la réussite de ce projet.

Vu de la communauté locale

Un instructeur local (IL) de la zone cible du projet

Les exploitants réagissent mieux au projet et ils utilisent les connaissances et les compétences que nous leur enseignons. Par exemple, précédemment nous leur avons déjà expliqué la pratique de l'ensilage (fermentation du fourrage) mais sans succès. Et pourtant aujourd'hui, la plupart d'entre eux a recours à l'ensilage. Cette évolution a été possible grâce aux formations du STED qui ont permis d'enseigner aux exploitants les méthodes et avantages de l'ensilage de mélange. Les éleveurs ont commencé à appliquer cette méthode parce que ceux qui avaient participé à la formation agricole avaient pu tester par eux-mêmes cette pratique.



Des ventilateurs et des dispositifs antimoisissures ont été installés aux plafonds d'étables ouvertes afin d'atténuer la chaleur.



L'utilisation de broyeuses d'herbe permet aux vaches de consommer les herbes dures. Ces machines se sont répandues rapidement lorsque les artisans locaux les ont fabriquées et que leur coût de fabrication a baissé.



Des brochures pour les éleveurs, du matériel pédagogique, des manuels techniques et des registres ont été élaborés. Des calendriers établissant les périodes de reproduction, des outils de pesée, des affiches sur la traite et d'autres matériaux ont également été créés et distribués.

Situation générale

Les produits halieutiques prélevés dans les océans, les lacs et les cours d'eau constituent une ressource alimentaire assez abordable pour les habitants des pays en développement. Selon la FAO, la pêche fournit à ces populations 20 % de leurs apports en protéines animales. Par ailleurs, ce secteur joue un rôle précieux, car il permet aux personnes dépourvues de terre ou de revenus réguliers de se nourrir et de disposer de moyens d'existence. La pêche est donc vitale pour les segments les plus pauvres de la population, et notamment pour les femmes. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits halieutiques est de 50 % en valeur et de 61 % en volume (2008), ce qui souligne le rôle crucial de ce secteur pour l'économie de ces pays.

Le volume de la production halieutique mondiale a été multiplié quasiment par sept entre 1950 (20 millions de tonnes par an) et 2008. Les pêches de capture maritimes ont augmenté jusqu'aux années 1990 ; elles ont alors atteint leur maximum. Face à la pression croissante s'exerçant sur les ressources marines, la production aquacole n'a cessé d'augmenter depuis les années 1990. Elle représente aujourd'hui un tiers de la production halieutique totale.

Même dans les pays en développement, le déclin des ressources marines dû à la surpêche et la destruction de l'environnement constitue un problème sérieux. Toutefois, la gestion adéquate des activités de pêche est compliquée par le manque de sensibilisation des pêcheurs et par la forte tendance des personnes défavorisées à privilégier un profit immédiat. La gestion et la conservation des stocks halieutiques, ainsi que la promotion d'activités de pêche durables demeurent d'importants défis à relever.

Actions de la JICA

La pêche est un secteur clé pour les pays en développement, mais il est confronté à la diminution ou à l'épuisement des stocks de poissons, du fait de leur mauvaise gestion et de la dégradation de l'environnement. Il est donc important de soutenir non seulement l'essor de ce secteur, mais aussi le développement des villages de pêcheurs afin d'améliorer leurs moyens d'existence, les régions côtières étant souvent en proie à une pauvreté chronique.

La coopération dans le secteur de la pêche vise trois grands objectifs : assurer l'approvisionnement alimentaire stable des populations locales, éliminer la malnutrition en contribuant à une alimentation suffisante, et réduire la pauvreté en fournissant aux pauvres des moyens de subsistance. La conservation et la gestion adéquates des ressources halieutiques sont des conditions préalables à la réalisation de ces objectifs, et elles jouent un rôle essentiel pour le développement des villages de pêcheurs, tributaires de l'exploitation durable de ces ressources. Consciente de ces enjeux, la JICA déploie des efforts dans trois directions : 1) dynamisation des communautés de pêche locales ; 2) approvisionnement alimentaire stable (utilisation efficace des ressources halieutiques) ; et 3) conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques.

1. Dynamisation des communautés de pêche locales

Pour réduire la pauvreté chronique et dynamiser les communautés de pêche, il convient d'apporter une aide axée sur la stabilisation des revenus des ménages. Cet objectif peut être atteint grâce à une gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques et au choix des techniques appropriées. Il faut mettre en œuvre une approche globale comprenant la relance de l'agriculture et d'autres secteurs, ainsi que la mise en place de services éducatifs et sanitaires.

La JICA appuie la gestion efficace et la réduction des coûts des activités de pêche par des mesures comme la construction de marchés aux poissons et le renforcement des organisations de pêcheurs. L'Agence s'attache également à améliorer les capacités de ces organisations ainsi que les activités des groupements féminins

dans les petites communautés de pêche, de la transformation à la commercialisation du poisson.

2. Stabilité de l'approvisionnement alimentaire (utilisation efficace des ressources halieutiques)

Les pays en développement sont confrontés au problème des pénuries alimentaires dues à l'accroissement rapide de leur population, qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources halieutiques.

La JICA soutient le développement de l'aquaculture extensive, qui s'appuie sur des méthodes traditionnelles peu coûteuses, afin de couvrir les besoins en protéines animales des populations compte tenu de la raréfaction des ressources



Un poisson-chat africain élevé dans un bassin d'aquaculture administré par des éleveurs qui supervisent une formation sur l'aquaculture continentale, destinée à d'autres éleveurs (projet pour le développement de l'aquaculture continentale au Bénin).

marines. S'agissant de l'aquaculture continentale, la JICA soutient la coexistence entre agriculture, élevage de bétail et aquaculture de la carpe, du tilapia et du poisson-chat, cette dernière activité utilisant les étangs, les rizières inondées et les canaux d'irrigation. La JICA apporte aussi une aide en faveur d'activités d'aquaculture marine comme la culture d'algues et de coquillages, qui nécessitent peu de moyens. L'Agence déploie d'autres efforts afin de construire des installations axées sur la promotion et la vulgarisation aquacoles, et de pourvoir à l'éducation intégrée des chercheurs, des techniciens, des promoteurs de projets d'aquaculture et des autres ressources humaines de ce secteur.

Dans les pays en développement, qui ne disposent pas d'infrastructures de distribution appropriées, les produits marins, qui ne peuvent être conservés à température ambiante, sont souvent impropres à la consommation et doivent être jetés. Face à ce gaspillage, la JICA encourage l'utilisation efficace des ressources halieutiques en soutenant les efforts visant à améliorer la fraîcheur et la qualité des produits de la mer. L'Agence contribue notamment à développer les infrastructures de distribution, telles que les ports de pêche et les marchés aux poissons, et à renforcer les techniques de transformation des produits séchés et salés et les processus de congélation.

3. Conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques

À la différence des ressources minérales, les ressources halieutiques ont la capacité de se reproduire et de croître dans leur milieu naturel, à condition de maintenir les captures dans des limites raisonnables. Pour pouvoir assurer la pérennité de ces

ressources et promouvoir une pêche durable, il est important de limiter leur exploitation à un niveau raisonnable dans les pays en développement. On a constaté que la sensibilisation des autorités compétentes et des pêcheurs jouait un rôle prépondérant. Ceci implique non seulement de développer la production de données scientifiques et de promouvoir des initiatives transfrontières, mais aussi de se concentrer sur la préservation du milieu marin et sur la gestion des cours d'eau et des forêts situées dans la partie amont des bassins versants. Ces efforts de protection des ressources marines doivent s'inscrire dans une perspective à long terme prenant en compte les écosystèmes terrestres et marins.

La JICA appuie l'élaboration de systèmes de gestion de la pêche au sein des autorités compétentes, ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles pour la gestion des ressources halieutiques et la préservation du milieu aquatique. Ceci suppose de renforcer la prise de conscience via une approche participative incluant les pêcheurs et les populations locales. En collaboration avec les communautés côtières de pêcheurs, la JICA s'emploie à préserver et à régénérer les champs d'algues, qui jouent un rôle essentiel dans la chaîne alimentaire marine, et à reconstituer les ressources par la production artificielle et le déversement de spécimens expérimentaux

[→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Étude de cas

Élaboration d'un schéma directeur d'utilisation durable des ressources halieutiques pour le développement des communautés côtières dans les Caraïbes

Rechercher des méthodes d'utilisation durable des ressources halieutiques avec les organisations locales

Dans les Caraïbes, où la diminution des ressources halieutiques est préoccupante, la JICA et le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes (CRFM), une organisation intergouvernementale, coopèrent à la mise en œuvre d'études sur des plans de développement régionaux. Conçue pour promouvoir une utilisation appropriée des ressources halieutiques, cette coopération technique vise à élaborer un schéma directeur qui doit servir de politique de gestion des ressources marines à l'échelle régionale. Il s'agit du premier projet de coopération technique pour la planification du développement mis en œuvre avec une organisation locale, dans le but d'élaborer un schéma directeur qui établira les lignes directrices pour la gestion des ressources halieutiques dans l'ensemble de la région.

Vérification de la viabilité des sources de revenus alternatives

Les études, qui ont débuté en mars 2009, sont constituées de trois phases. Durant la première phase, une étude de la situation de référence est menée pour clarifier les besoins de

la communauté agricole et de pêche, ainsi que le potentiel de développement des ressources de poissons pélagiques et de l'aquaculture. Pendant la deuxième phase, un projet pilote est mis en œuvre pour vérifier l'efficacité des mesures envisagées. Enfin, lors de la phase finale, les enseignements du projet pilote sont utilisés afin d'élaborer un schéma directeur qui soit le plus réaliste possible. Une série d'études est menée conjointement avec le CRFM et les bureaux chargés de la gestion des produits marins de ses pays membres. Ces efforts doivent améliorer les capacités de gestion des ressources halieutiques des agents administratifs et des individus liés aux organisations de pêcheurs de chaque pays. L'une des caractéristiques de ces études est de proposer des sources de revenus alternatives, prévues par le projet pilote, pour compenser les pertes dues au déclin du volume des captures causé par des mesures de gestion des ressources halieutiques (restrictions du nombre

de bateaux de pêche, d'engins de pêche ou de sorties en mer). Par exemple, l'industrie du poisson pélagique a été introduite à titre d'essai dans une communauté pilote en utilisant l'aquaculture continentale et des dispositifs favorisant la reproduction des poissons. Si l'efficacité de ce projet est avérée, il sera incorporé dans le schéma directeur.



Un séminaire organisé pour les pêcheurs à l'occasion d'un projet de vérification des sources de revenus pour la diffusion de l'aquaculture. Sur la photo, les participants observent une écloserie.

* Poisson pélagique : un poisson est appelé pélagique lorsqu'il vit dans les eaux proches de la surface ou dans une colonne d'eau près des côtes, dans l'océan ou dans des lacs. Les espèces de poissons pélagiques comprennent la bonite, le thazard, le chinchard, la sardine et le demi-bec, à distinguer des poissons qui vivent dans les eaux profondes comme les différentes espèces de flet, etc.